



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale du Havre**  
*Équipe Territoriale*

**Arrêté du 20 MAI 2025** portant prescriptions complémentaires au GEIE VRAC OCEANE relatives à l'augmentation des quantités de produits stockés et de la situation administrative des activités sur son site de ROGERVILLE

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2015 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par le GEIE VRAC OCEANE sur la commune de ROGERVILLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le porter à connaissance de modification en date 4 avril 2024 informant l'administration d'un projet d'augmenter la capacité de stockage de la matière première pour la production de liants hydrauliques ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas relative à ce projet en date du 5 décembre 2024 ;
- Vu la décision du 16 décembre 2024 de non soumission à évaluation environnementale de ce projet ;
- Vu le courrier du 25 novembre 2024 du GEIE VRAC OCEANE qui s'engage à recevoir uniquement des laitiers de haut fourneau vitrifiés ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 avril 2025 relatif à la visite d'inspection du 6 mars 2025 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 23 avril 2025 ;
- Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

#### **CONSIDÉRANT**

que le GEIE VRAC OCEANE exploite sur le territoire de la commune de ROGERVILLE des installations soumises à autorisation au titre de la législation sur les installations classées ;

que conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, le GEIE VRAC OCÉANE a déposé, le 4 avril 2024, un dossier visant à porter à la connaissance de l'administration un projet de modification des installations précitées ;

que les modifications présentées dans le cadre de ce porter à connaissance ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

que l'article R.181-45 du code de l'environnement prévoit que le préfet peut, par arrêté, atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en état n'est plus justifié ;

que les laitiers de haut fourneau vitrifiés ont le statut de substance et ne répondent plus à la définition de déchet qui justifiait une soumission des activités aux rubriques 3532, 2771 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que par conséquent, l'exploitant n'est plus tenu à la constitution de garanties financières ;

que par conséquent, les activités exercées par l'exploitant ne sont plus soumises aux textes découlant de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

que par conséquent, l'exploitant n'est plus tenu de communiquer à l'administration le rapport de réexamen et le rapport de base prévus respectivement aux articles 9.4.3 et 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2015 modifié ;

qu'une modification des prescriptions réglementaires actuelles doit être réalisée du fait des modifications apportées par l'exploitant et de la situation administrative du site relative au statut des laitiers de haut fourneau vitrifiés ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour le GEIE VRAC OCEANE sise à ROGERVILLE, conformément aux dispositions prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET**

Le GEIE VRAC OCEANE, dont le siège social est situé Route des Roseaux – centre Multivrac – 1198 – 76700 ROGERVILLE, est tenu de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site situé à la même adresse, qui modifient l'arrêté préfectoral du 3 février 2015.

### **ARTICLE 2 – AFFICHAGE**

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

### **ARTICLE 3 – SURVEILLANCE**

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

#### **ARTICLE 4 – SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de ROGERVILLE, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de ROGERVILLE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de ROGERVILLE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du HAVRE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de ROGERVILLE, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le 20 MAI 2025

Le préfet,  
Pour le préfet par délégation,  
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

**Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral**

**en date du 20 MAI 2025**

**GEIE VRAC OCEANE à ROGERVILLE**

**ANNEXE 1**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tableau de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 3 février 2015 est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Activité/Volume autorisé
1532.1	A	<p><b>Bois ou matériaux combustibles analogues</b>, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Silo plat de 175 000 m<sup>3</sup> contenant des granulés de bois et de balle de riz</p>
2515.1.a	E	<p><b>Installations de broyage</b>, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>Deux broyeurs à boulets d'une puissance unitaire de 4,2 MW au maximum</p> <p>Ligne d'ensilage du ciment d'une puissance maximum de 0,2 MW</p> <p>soit 8,6 MW au total</p>
2716.1	E	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de <b>déchets non dangereux non inertes (...)</b>.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Le volume maximal stocké étant de :</p> <p>- 2 silos de 1 700 m<sup>3</sup> chacun pour les cendres volantes</p>



Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Activité/Volume autorisé
2517.1	E	Station de transit, regroupement ou tri de <b>produits minéraux</b> ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Stockage de gypse, calcaire, clinker, schistes calcines, pouzzolane naturelle, sables et graviers alluvionnaires, laitiers de haut fourneau  La capacité de stockage intérieur étant de 45 000 m <sup>2</sup>
2516.2	D	Station de transit de <b>produits minéraux pulvérulents non ensachés</b> tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de transit étant :  2. Supérieure à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieure ou égale à 25 000 m <sup>3</sup>	10 silos de capacité unitaire de 1 700 m <sup>3</sup> , soit une capacité totale de stockage de 17 000 m <sup>3</sup>
2910.A.2	E	<b>Combustion</b>  A. Lorsque sont consommés exclusivement, (...) de la biomasse (...), si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :  2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Cogénération biomasse de puissance thermique 19 MW Sécheur à laitier de puissance thermique 19 MW  Puissance thermique nominale totale de 38 MW
1435	NC	<b>Stations-service</b> : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur.	Volume de fuel distribué par an de 150 m <sup>3</sup>
3532	NC	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :  <b>- traitement du laitier et des cendres</b>	Capacité de valorisation des cendres volantes :  inférieure à 70 tonnes par jour

(\*) A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle) ou NC (Non classée)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

»

## **Article 2**

Le Titre 1 « Portée de l'autorisation et conditions générales » de l'arrêté préfectoral du 3 février 2015 est complété par l'article suivant :

### *« Article 1.2.3 - Émissions de gaz à effet de serre*

*Dès lors que les deux installations de combustion seront mises en service, le site est soumis au système d'échange de quotas des émissions de gaz à effet de serre (SEQUE) conformément à l'article L.229-6 du code de l'environnement. Il appartient à l'exploitant de déposer une demande de permis d'émettre conformément à l'article D.181-15-2-5 du code de l'environnement.*

*Aussi, l'exploitant devra prévenir l'inspection dès lors qu'il a l'intention de mettre en service la chaudière biomasse. »*

## **Article 3**

Le chapitre 1.6 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 3 février 2015 est supprimé.

## **Article 4**

L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral cadre modifié du 3 février 2015 est remplacé par :

*« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :*

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;*
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;*
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;*
- gérer les effluents / déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;*
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique. »*

## **Article 5**

L'article 5.1.9 « Origine du laitier » de l'arrêté préfectoral cadre modifié du 3 février 2015 est remplacé par :

*« Seuls les laitiers de haut fourneau vitrifiés sont acceptés sur le site.*

*Les laitiers sont stockés sur une aire étanche ou en silo. »*

## **Article 6**

Les articles 9.4.2 « Rapport de base », 9.4.3 « Dossier de réexamen au titre de la directive IED » et 9.4.4 « Réexamen particulier » de l'arrêté préfectoral du 3 février 2015 sont supprimés.

